tagne a le droit d'exercer dans le gouvernement du pays. Toutefois, elle doit rappeler aux auteurs de notre nouvelle constitution que, si le Vice-Roi, ou Gouverneur-Général de l'Amérique Britannique du Nord, ainsi que les Lieutenants-Gouverneurs des diverses provinces confédérées ne sont revêtus que d'un pouvoir d'apparât, il leur sera bien difficile de remplir dignement les fonctions de représentant de la Reine. Sans entrer, pour le moment, dans la discussion de ce point délicat, l'auteur invite ses lecteurs à consulter l'ouvrage qu'il doit publier prochainement sur le régime parlementaire et où il a étudié à fond le caractère de la charge royale, en vue de définir et de bien préciser la position et les fonctions du souverain dans la constitution parlementaire.

Les recommandations suivantes qu'il se permet de faire, dans le cas où le gouvernement responsable (a) serait établi dans les diverses

(a) L'auteur s'abstient de se prononcer sur l'opportunité d'introduire le principe de la responsabilité ministérielle dans les gouvernements locaux du Canada, car cette question est difficile à résoudre et ne peut l'être qu'en se plaçant sur le terrain de la politique générale; mais en la considérant comme décidée en faveur du principe, son but est d'indiquer de quelle manière, selon lui, il faudrait le mettre à exécution pour augmenter le pouvoir du gouvernement exécutif.

ainsi

cutif
e-uni
sera
tant
cons-illan's
a, com-
urs de
parfai-
ais au
encore
accom-
d'admi-
langage
e qu'un
seront
le droit
fs, rési-
époque,
s seronta légère
uissante
de-Bre-

416.